

Point de vue

Le soulèvement de la jeunesse en Tunisie est une vraie révolte politique

lundi 17 janvier 2011, par [BEN BRIK Taoufik](#) (Date de rédaction antérieure : 13 janvier 2011).

Cinquante morts au bas mot. Des immolés par le feu chaque jour. Des villes entières, partout le pays s'insurge. L'armée entre en lice. Un couvre-feu décrété sur le grand Tunis. Quels contre-feux pour éteindre la révolte ?

L'hiver 2011 a vu, avec le sang qui a coulé à Kasserine et à Tala la radicalisation de la protestation et l'émergence d'une révolte inédite dans une Tunisie longtemps encagée. Une révolte sans revendications sociales. Une révolte qui s'en fiche comme de l'an quarante du pain et de l'emploi. C'est une révolte politique, entière. Ce n'est pas une révolte de poussières d'individus mais de villes, de village et de cités entières. Une révolte politique radicale. Celle qui campe sur une position non négociable. Une révolte qui plaide pour le collectif contre l'individualisme, pour la loi contre celle du plus fort, l'égalité contre les privilèges, pour le citoyen contre le client. Une révolte qui traque les tièdes, les mous, les hésitants, les parvenus. Une Tunisie qui croit - encore - à la révolution contre l'involution. Elle somme Ben Ali de déguerpir : « vingt trois ans, basta ! ».

Du côté du pouvoir, la répression s'est naturellement radicalisée. L'irréremédiable. Ça a tourné au carnage !

Personne ne voulait de cette tournure des événements. Ni le microcosme de l'opposition en charpie, peu enclin à la confrontation, ni les puissances protectrices soucieuses de l'image - bon enfant - de ce petit pays du Maghreb.

Vite. Il faut sauver Ben Ali de Ben Ali pour que son régime ne sombre pas dans une violence sanglante. « *Car la dérive du pouvoir tunisien éclabousse ses protecteurs occidentaux et amène leur opinion publique à leur demander des comptes* », dit Hélène Flautre, députée européenne.

Lui tendre la perche ? Manifestement, il s'agit de pousser le résident de Carthage à opter pour un changement dans la continuité et de convaincre l'opinion publique que ce changement sans le changement est crédible. Il peut être porté par des bénalistes ou des figures de l'opposition bon teint et conciliants.

Pour cela, il faut, bien entendu, surtout ne plus parler de ce qui doit changer vraiment : la paupérisation, la confiscation des deniers publics, la prise en otage du pouvoir par la mafia, la corruption à outrance, le système policier, la torture généralisée, les procès pipés, l'omerta, la dépendance de toutes les institutions...

Désormais, les sujets abordés, le ton utilisé, les arguments avancés doivent affermir et promouvoir la certitude que la Tunisie est, avant tout, un pays ordinaire, banal. Y a-t-il une crise entre le pouvoir et la société ? « *Quel pouvoir n'y est pas confronté ?* », se demande Borhène Bessaies, un propagandiste de renom. Une jeunesse désabusée ? « *N'est-ce pas le lot de toutes les jeunesses de la terre ?* » s'indigne Samir Laâbidi, le tout nouveau ministre de la Communication. Des intellectuels

militants frustrés qui redressent la tête ? N'est-ce pas le rôle de ces figures médiatiques, à l'image de l'avocat Raouf Ayadi et consorts, de dénoncer et de faire appel aux valeurs universelles ?, minimise encore un blanchisseur de Ben Ali, Béchir Tekkari, le ministre de l'enseignement supérieur. Ils oublient que ce n'est plus les temps des attermoissements. Ben Ali a à faire à un adversaire de taille : la rue qui a repris son mot à dire.

Et les formes de persécution les plus rebutantes sont des « bavures isolées » : tentatives d'assassinat, chasse à l'homme, passage à tabac, vol et saccage des biens, filature, privation de passeport, coupure de ligne téléphonique... toutefois, pour faire sérieux, on admet que ces exactions sont contre-productives. Contre-productif, voilà le terme clef à brandir chaque fois qu'il est question de remise en cause de la légitimité de ceux qui détiennent le pouvoir en Tunisie. Ce qui est une manière de valider les buts tout en récusant uniquement l'usage abusif des moyens. En somme, il faut croire que le carcan est plus bête que méchant et ceux qui ne peuvent pas le contourner ou s'y adapter, plus méchants qu'intelligents. Et pour parfaire l'acte de réhabilitation de Ben Ali, on s'attarde longtemps sur ses embellies : l'intention de libérer les manifestants, promesse de créer 300 000 emplois, la volonté de créer une commission d'enquête sur la corruption et les exactions, tandis que le premier ministre, Mohamed Ghannouchi s'efforce de faire bouger les choses (sic).

L'infra-message ne manque pas de sel : la tuerie, assure-t-on, touche peu de monde (une poignée de malfrats cagoulés, pour reprendre les dires de Ben Ali). Elle est donc plus maladroite que caractéristique du régime. Elle appelle un ajustement tactique, une gestion plus souple, plutôt qu'une remise en cause radicale. D'autant que les manifestants, les vrais, sont préoccupés du quotidien et du pain. Ils n'ont cure des aspirations politiques de la dizaine de têtes d'affiches créées par les media étrangers. Elle ne subit donc pas les affres du régime policier et répressif intentionnellement décrié. En définitive, pas de révolution à l'orée. Une révolution de palais suffira. Michèle Alliot-Marie, Frédéric Mitterrand, ou Bruno Lemaire, plaident : « Dire que la Tunisie est une dictature univoque... me semble tout à fait exagéré. Ben Ali est souvent mal jugé ».

DÉFINIR LE TERRAIN COMMUN SUR LEQUEL DEVRONT S'AFFRONTER LES DIFFÉRENTES MANIÈRES DE VOIR

Allons plus loin : Ben Ali serait, paraît-il, partagé entre les clans qui s'affrontent sur la politique à mener. Il n'aurait pas encore tranché. Ce serait donc un homme réfléchi, capable d'apprécier les enjeux de la situation et disposant de ressources personnelles pour se rénover de l'intérieur. Branle-bas de combat pour présenter en toute complicité un semblant de changement : un ministre de la communication qui part, un nouveau ministre de l'intérieur qui débarque, et une valse de gouverneurs... Un exercice que les dictateurs pratiquent sans joie mais couramment. Car cette alternance truquée peut-être une brèche dont Ben Ali en personne ne connaît pas l'issue.

Ce qui est sûr, c'est que les révoltés, véritables protagonistes du cataclysme actuel seront certainement écartés de ce processus, tant les pressions extérieures seront fortes pour garantir un pouvoir acquis aux intérêts du libre-échange et conforme au rôle du partenaire docile assigné à la Tunisie dans la géopolitique internationale.

Toutefois, cette jeunesse révoltée a, aujourd'hui, un espace potentiel plus large. Saura-t-elle l'occuper ? En se situant sur les droits fondamentaux, individuels et collectifs, sur la constitution d'une démocratie vivante, de valeurs partagées et de lois communes, elle peut mieux s'ancrer dans la population et le paysage politique. L'enjeu n'est pas de choisir un porte-drapeau et de faire gagner son écurie. L'enjeu est de définir démocratiquement le terrain commun sur lequel, dorénavant, devront s'affronter les différentes manières de voir. L'appel au lancement d'une convention nationale, décentralisée, pluraliste, non sectaire, serait sans aucun doute opportun. Mais qui est en situation d'assurer sa reconnaissance, de garantir son pluralisme politique, la diversité

des acteurs et son ancrage populaire ?

Taoufik Ben Brik, journaliste et écrivain tunisien

P.-S.

* Article paru dans le Monde, édition du 14.01.11. | 13.01.11 | 09h47 • Mis à jour le 14.01.11 | 10h22.